

institutions de nombreux pays donneront l'impression d'avoir échoué. La question n'est pas de savoir si ce jugement est juste d'un point de vue objectif. La réalité est qu'après le coronavirus, le monde ne sera jamais plus comme avant. Se quereller aujourd'hui à propos du passé ne peut que rendre plus compliqué ce qu'il convient de faire.

Le coronavirus a frappé dans des proportions et avec une brutalité inédites. Sa progression est exponentielle : aux Etats-Unis, le nombre de cas double tous les cinq jours. A l'heure où je rédige ces lignes, il n'existe pas de remède. Les équipements médicaux sont en quantité insuffisante pour faire face aux vagues de plus en plus importantes de malades. Les unités de soins intensifs seront bientôt débordées, quand elles ne le sont pas déjà. Les tests ne permettent pas d'identifier l'étendue de l'infection, et encore moins d'inverser sa diffusion. La mise au point d'un vaccin pourrait prendre douze à dix-huit mois.

L'administration américaine a fait ce qu'il fallait pour éviter une catastrophe immédiate. Le test ultime sera de savoir si la propagation du virus peut être arrêtée, puis inversée d'une manière et dans des proportions qui préservent la confiance du public dans la capacité des Américains à se gouverner. L'effort déployé face à la crise, quelles que soient son ampleur et sa nécessité, ne doit pas empêcher le lancement urgent d'une initiative parallèle pour assurer la transition vers le nouvel ordre de l'après-coronavirus.

Les dirigeants gèrent la crise pour l'essentiel à l'échelle nationale mais l'effet de désagrégation que le virus produit sur les sociétés ne connaît pas les frontières. Si l'impact sur la santé des individus sera, espérons-le, temporaire, les bouleversements politiques et économiques que la pandémie provoque pourraient être sensibles durant plusieurs générations. Aucun pays, pas même les Etats-Unis, ne peut vaincre le virus sur la base d'un effort purement national. Faire face aux besoins du moment doit en définitive s'accompagner d'une vision et d'un programme communs sur le plan mondial. Si nous ne menons pas les deux de front, nous aurons le pire de chacun des deux.

Au vu des enseignements tirés de l'élaboration du Plan Marshall et du Projet Manhattan, les Etats-Unis doivent consentir un effort considérable dans trois domaines. Il faut d'abord renforcer la capacité mondiale de résistance aux maladies infectieuses. Tranquillisés par les victoires de la

science médicale que sont le vaccin contre la poliomyélite et l'éradication de la variole, ou encore cette merveille naissante de la technique et des statistiques qu'est le diagnostic médical fondé sur l'intelligence artificielle, nous avons fait montre d'un dangereux excès de confiance. Nous devons mettre au point de nouvelles techniques et technologies de contrôle des infections et des vaccins proportionnels à l'ampleur des populations. Villes, Etats et régions doivent se préparer systématiquement à protéger leur population contre les pandémies en constituant des stocks, en procédant à une planification conjointe et en explorant les frontières de la science.

Ensuite, il convient de panser les blessures de l'économie mondiale. Les dirigeants du monde entier ont tiré des leçons importantes de la crise financière de 2008. La crise économique actuelle est cependant plus complexe : la contraction résultant de la pandémie de coronavirus est, dans sa rapidité et sa portée planétaire, sans précédent dans l'Histoire. Et les mesures indispensables de protection de la santé publique, comme la distanciation sociale et la fermeture des écoles et des entreprises, contribuent aux difficultés économiques. Il faudra aussi mettre en oeuvre des programmes pour atténuer les effets du chaos imminent sur les populations les plus vulnérables de la planète.

Enfin, les principes de l'ordre libéral international doivent être préservés. Le mythe fondateur de l'Etat moderne est une ville fortifiée protégée par des dirigeants puissants, parfois despotiques, parfois bienveillants, mais disposant toujours d'une force suffisante pour prémunir leur peuple contre un ennemi extérieur. Les penseurs des Lumières ont restructuré ce concept, affirmant que l'objectif d'un Etat légitime était de pourvoir aux besoins fondamentaux du peuple : sécurité, ordre, bien-être économique et justice. Les individus ne peuvent pas satisfaire ces besoins tous seuls. La pandémie a donné lieu à un anachronisme, faisant renaître la ville fortifiée à une époque où la prospérité dépend des échanges mondiaux et de la libre circulation des individus.

Les démocraties du monde doivent défendre et préserver les valeurs qu'elles ont héritées des Lumières. Si le monde devait renoncer à équilibrer pouvoir et légitimité, le contrat social se désintégrerait tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières nationales. Pour autant, cette question millénaire de la légitimité et du pouvoir ne peut pas être réglée en même temps que se déploient les efforts pour vaincre le Covid-19. Chacun doit

faire preuve de retenue, tant en politique intérieure que dans la diplomatie internationale. Des priorités doivent être établies.

Depuis la Bataille des Ardennes, nous avons évolué vers un monde de prospérité croissante, d'où la dignité humaine est sortie renforcée. Aujourd'hui, nous sommes à un tournant. Les dirigeants ont un défi historique à relever : gérer la crise tout en bâtissant l'avenir. Leur échec pourrait consumer le monde.

(Traduit par Anne Montanaro)

Henry Kissinger

Source
Wall Street Journal (États-Unis)
L&8217;Opinion (France)

Source : « « La pandémie de coronavirus modifiera à jamais l'ordre mondial » », par Henry Kissinger, Wall Street Journal (États-Unis), L&8217;Opinion (France), *Réseau Voltaire*, 4 avril 2020, www.voltairenet.org/article209654.html